Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 24 (1932)
Heft: 6

Artikel: La crise agricole
Autor: Gorni, Olindo
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-383860

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Cette réglementation, dont les avantages sont visibles, devrait également être déterminante pour le versement de la subvention fédérale. Une caisse qui courrait de mauvais risques serait sans autre traitée équitablement. D'un autre côté, on est sûr d'accentuer encore le caractère d'une assurance grâce à une formation des primes appropriée.

L'assurance-chômage n'existe en Suisse que depuis peu de temps. Elle a suivi une voie différente que celle poursuivie par les pays qui l'environnent. Le fédéralisme s'est de nouveau emparé d'un domaine dont la Confédération eut fort bien pu se charger. Ces entraves ont empêché la Confédération de trouver la bonne solution. Mais, elles ne doivent pas nous empêcher de donner une forme convenable à la question des subventions, du moins dans les cantons. On ne contestera pas qu'il appartient aux caisses publiques d'aider à porter le risque social que représente le chômage et non pas de le faire supporter aux victimes d'une économie déréglée. Cette aide peut se manifester de différentes manières. L'une des plus importantes est l'assurance-chômage. Veillons à ce que nous ayons assez de moyens pour être à la hauteur de notre tâche.

La crise agricole.

Par le Dr *Olindo Gorni.*

Les causes.

1° On parle beaucoup de la crise économique — dont la crise agricole n'est qu'un aspect — mais il faudra qu'on observe et qu'on discute encore longtemps avant que l'on se trouve d'accord pour en établir les causes et en fixer les remèdes possibles.

D'aucuns affirment: « Elle est un produit de la guerre ». Non, la guerre y entre certainement pour beaucoup parce qu'elle en a accéléré le processus, mais les causes fondamentales de la crise sont ailleurs. Nous osons même affirmer que la guerre, avant d'être une cause de la crise en a été un produit. Qu'était-ce, en effet, avant la guerre, cette course des pays industriels de l'Europe occidentale, chacun vers une augmentation de sa production manufacturière, sinon la préparation d'une concurrence effrénée entre eux sur le marché international, concurrence qui devait aboutir à un conflit armé? Les pays de l'Europe occidentale produisaient des articles manufacturés en excédent; le reste du monde absorbait cet excédent en le payant avec son excédent de produits agricoles et de matières premières. On était arrivé ainsi à un état d'équilibre, mais cet état n'était que transitoire. D'un côté chaque pays de l'Europe occidentale intensifiait sa production; de l'autre côté les pays arriérés au point de vue de la production industrielle faisaient leurs premiers pas vers une organisation de cette pro-

duction. Il devenait de plus en plus difficile de maintenir une place sûre dans les marchés conquis et d'en conquérir de nouveaux. La concurrence devenait de plus en plus âpre; et ce fut la guerre. Celle-ci, au lieu de créer enfin l'équilibre voulu, a aggravé l'état de déséquilibre, soit par sa durée imprévue, soit par les ruines qu'elle a amoncelées.

La guerre commencée, toute l'économie agricole des pays pris dans la tourmente et même des pays en rapports commerciaux avec eux en fut bousculée. (Et dire que les agriculteurs avant la guerre avaient demandé avec tant d'insistance d'être protégés pour que l'agriculture de leur pays respectif pût « faire ses os » et produire tout le nécessaire en vue d'une guerre éventuelle!) Main-d'œuvre, engrais, machine, firent défaut; le bétail fut en grande partie saisi pour les besoins des armées; les superficies cultivées furent réduites, la production par hectare subit une contraction. Les besoins de la consommation, par contre, ne pouvaient pas se réduire. Ce n'est pas pendant une guerre qu'on peut imposer la pénitence aux soldats et aux populations civiles. Ce n'est pas dans la confusion des services de guerre qu'on peut réaliser des économies. Et alors, comme la production agricole en Europe avait considérablement fléchi — entre autres choses, la Russie et les pays danubiens, grands exportateurs de blé, avaient été éliminés du marché mondial — et il fallait cependant assurer le plus de confort possible aux populations et aux armées, on dut se tourner vers les agriculteurs des pays de l'Amérique et de l'Australie. « Donnez-nous le pain et la viande nécessaires, et vous serez bien payés. »

Les agriculteurs américains et australiens ne se firent pas prier. Attirés par les hauts prix des denrées, ils défrichèrent des grandes étendues de prairies pour les destiner surtout à la culture du blé en intensifiant en même temps leurs méthodes d'exploitation. Tout cela ne constituait pas une tâche très simple à accomplir. Il n'était pas question d'un simple changement de cultures. Toute la structure des fermes en ressentit les conséquences. Des grands domaines occupés par des prairies interminables se morcelèrent en unités culturales d'une étendue moyenne et même petite. La terre passa assez rapidement des mains des grands propriétaires aux mains de propriétaires et de fermiers moyens et petits; sa valeur augmentait à raison de la demande. La structure de l'entreprise agricole devint plus compliquée avec de nouveaux bâtiments, des nouvelles machines plus puissantes, un personnel plus nombreux et mieux payé. C'était une véritable révolution de l'agriculture comportant un grand emploi de capitaux. Et comme les capitaux n'étaient qu'en trop petite proportion à la disposition des agriculteurs, ce furent des dettes. Les revenus futurs payeraient. Toute une organisation bancaire — surtout dans les Etats-Unis et au Canada — vint leur fournir l'argent nécessaire.

En même temps les pays qui, avant la guerre, étaient clients

de l'Europe occidentale pour les produits manufacturés — séparés par l'état de guerre de leurs fournisseurs — créèrent leur établissement pour la production industrielle, pour la transformation de leurs matières premières.

2° Vint la fin de la guerre. L'Europe en sortit exténuée. Ses pays de l'occident n'avaient pas les moyens — hommes, capitaux, énergie — pour reprendre leur activité productive dans les formes et les proportions d'avant-guerre; ses pays du centre et de l'orient, par suite des révolutions et des réformes survenues, avaient toute leur vie économique bouleversée. Il fallait du temps avant que l'Europe put réorganiser son économie agricole. Entre-temps: « pays de l'Amérique, pays de l'Australie, continuez à produire des denrées agricoles en excédent pour satisfaire nos besoins ». Les cultivateurs américains et australiens continuèrent. La cocagne n'avait pas l'air de vouloir se terminer. Ce fut ainsi qu'en 15 ans — entre 1914 et 1929 — les superficies emblavées subirent une augmentation qu'on peut définir énorme. Les statistiques offrent les chiffres d'augmentation suivants [1]:

	Hectares
Canada	5,700,000
Etats-Unis	4,200,000
Argentine	2,400,000
Australie	1,400,000

Cependant, la cocagne ne pouvait pas continuer. Les pays de l'Europe trouvèrent les moyens et l'énergie pour réorganiser leur propre agriculture. Les prix élevés poussèrent les paysans de l'Europe occidentale à intensifier la production agricole. Dans les pays de l'Europe centrale et orientale, les paysans devenus propriétaires par suite des réformes foncières, s'appliquèrent à cultiver surtout en céréales leurs nouvelles fermes. La Russie entreprit l'œuvre de reconstruction de sa structure économique agricole. C'est ainsi qu'en Europe, entre 1927 et 1929, la production des céréales, du bétail, du vin et de toute autre denrée agricole avait atteint et parfois même dépassé le niveau d'avant-guerre.

Production européenne et production d'outre-mer réunies ont porté à la création de ces grands stocks de denrées invendues dans lesquels réside la cause fondamentale de la crise. Dans la période 1927—1931, les indices de production par rapport à la moyenne annuelle (100) de la période 1909—1913 ont été les suivants [2]:

Blé	121
Vin	116
Sucre	135
Coton	156
Café	125

[1] D'après les statistiques établies par le Gouvernement des Etats-Unis.
[2] D'après les statistiques établies par l'Institut International d'Agriculture.

Cette augmentation de la production apparut d'autant plus préoccupante qu'entre-temps la population mondiale n'était augmentée que du 14 % et que la consommation subit pour certaines denrées une considérable contraction. Voici à ce sujet quelques données.

Pour le blé nous avons ces moyennes de consommation en kilogramme par habitant et par an [3]:

	1909—1913	1925 - 1928
Allemagne	86	81
Belgique	234	185
Espagne	159	155
France	223	199
Grande-Bretagne	163	154
Suisse	143	140
Argentine	171	145
Canada	314	218
Etats-Unis	147	126
Australie	160	155

Une diminution de consommation est constatée aussi pour toutes les céréales ainsi qu'on peut le voir dans un rapport présenté par M. Albert Henry à l'assemblée de 1930 de l'Institut International d'Agriculture.

Pour le vin, la consommation annuelle moyenne par individu entre 1925 et 1929 suit la courbe que voici [4]:

	1925 litres	1929 litres
France	155,1	140,1
Italie	104,0	92,0
Espagne	86,0	80,0
Portugal	68,0	67,0
Grèce	27,0	20,0
Rép. Argentine	62,0	54,0
Pays scandinaves	5,0	5,0
Allemagne	3,4	3,0
Belgique	7,0	5,0
Suisse	50,0	47,0
Grande-Bretagne	1,7	1,4

Pour le sucre — ainsi qu'on peut constater d'après la « Circulaire hebdomadaire des fabricants de sucre » de France, 20 mars 1932 — dans la plupart des pays du monde entier la consommation pour l'année 1930/31 est inférieure à celle des années précédentes.

Pour ce qui concerne le coton, il y aurait eu — d'après les informations fournies par les milieux commerciaux — une dimi-

---

[3] Conf. « Agriculture as a World problem — Geneva — Research Information Committee; Geneva; May 1931. »

[4] Conf. « L. Douarche, La crise viticole mondiale ». Bibliothèque Vermorel, Paris 1932.

nution de vente entre 1929 et 1930 de 23,000 balles en Europe, de 109,000 balles en Amérique, de 587,000 balles en Asie.

Pour le sucre et le café, on sait que les stocks invendus ont atteint dans les dernières années de telles proportions qu'on fait de grands efforts pour en limiter la production et qu'au Brésil on arrive même à détruire de grands tas de café invendu.

Même pour la viande — dont la production continue à augmenter — on remarque par-ci par-là une diminution de consommation. A Paris, par exemple, d'après les données du marché de la Villette, cette diminution aurait atteint en 1931 par rapport à 1929 la proportion de 30 %.

En France, — d'après « La Journée Industrielle » du 13 mai 1932 — la consommation des diverses sortes de viande, non compris celles qui n'ont pas payé de taxe, se serait élevée à 1,350,000 tonnes environ en 1930/31, contre 1,407,000 tonnes en 1929.

Ici une question se pose: sommes-nous en présence du phénomène de la surproduction? D'aucuns ne veulent pas même entendre mentionner ce terme. « Comment, disent-ils, pouvez-vous parler de *surproduction*, quand il y a des milliers, des millions de familles qui n'ont pas de travail et manquent du nécessaire pour s'entretenir? » C'est juste. Mais quand nous parlons de *surproduction*, nous nous référons au rapport entre la production et la demande d'un produit à un moment déterminé. Le terme étant considéré dans ce sens, il n'y a pas le moindre doute que nous sommes en présence d'une surproduction agricole. Quand les agriculteurs pris dans leur ensemble ne peuvent pas écouler leurs produits qui dorment invendus dans les fermes ou dans les silos communs, on peut déplorer que le régime actuel permette cette énormité de grandes masses qui souffrent de la faim, tandis que, par exemple, les greniers regorgent de céréales; mais il n'est pas moins vrai qu'il y a surproduction, c'est-à-dire excédent de production sur la demande de produits.

3° Les conséquences de cet état de choses sont faciles à considérer et sont du reste évidentes. Nous ne parlerons que des principales d'entre elles, celles qui affectent directement l'économie agricole.

La première conséquence consiste dans une effroyable baisse de prix. Voici comme exemple la courbe moyenne des prix des céréales sur les plus grands marchés du monde[5]. Les prix sont indiqués par leurs indices par rapport à 100, indice de 1926.

	1926	1927	1928	1929	1930 1er sem.	1930 2me sem.	1931 1er sem.
Blé	100	87	83	79	72	54	43
Seigle . . .	100	116	117	99	65	50	40
Orge . . .	100	123	123	103	76	58	54
Avoine . .	100	115	130	114	91	68	59
Maïs . . .	100	105	137	130	95	82	62

[5] Conf. *Revue Internationale d'Agriculture.* — Rome, janvier 1932.

Les prix des produits agricoles ont baissé considérablement, alors que les coûts de production sont bien loin d'avoir baissé dans la même proportion. Les agriculteurs affirment qu'ils produisent à perte et pour certains cas on peut le croire.

Deuxième conséquence de la crise: les paysans ne peuvent plus payer leurs dettes. Inconvénient d'une gravité énorme si l'on pense aux charges des paysans qui, dans beaucoup de pays, viennent d'acheter et d'organiser leurs nouvelles fermes, soit par suite des réformes adoptées par les Etats — comme dans les pays de l'Europe centrale et orientale — soit par suite de la poussée du marché favorable. Les paysans gagnent, quand ils gagnent, si peu et leurs dettes, par contre, sont si lourdes que celles-ci finissent par être oubliées. Les Etats, celui de la Roumanie en premier lieu, s'efforcent de convertir les dettes paysannes — qui sont pour la plupart à court terme — en dettes plus réduites, à long terme et à des taux d'intérêt plus supportables. Dans les Etats-Unis, les prêts consentis en 12 ans par la seule « Federal Intermediate Credit Bank » aux agriculteurs — au nombre de 2 à 3 millions — se montèrent à 3,400 millions de dollars. En 1929, plus de la moitié de cette énorme somme — 1919 millions de dollars — n'était pas encore remboursée [6]. Toute une suite de faillites de banques — dans les Etats-Unis comme au Canada — a été causée par cette impossibilité des paysans de payer leur dette.

Troisième conséquence: une grande baisse dans les valeurs de la terre. Aux Etats-Unis, on avait constaté que dans dix Etats le prix moyen des terres était descendu en 1929/30 au-dessous des prix d'avant-guerre. En 1930/31, le nombre de ces Etats s'est élevé à 15 [7]. Les mutations forcées de propriété par suite de faillite, de banqueroute et de saisies pour non payement d'impôts, etc., se sont élevées en 1930/31 à 26,1 par 1000 fermes en dépassant la proportion des ventes volontaires qui sont en diminution.

Quatrième conséquence *(last not least)*: les agriculteurs, pour réduire leurs frais — réduire les frais ne veut pas toujours dire réduire les coûts de production — apportent de considérables diminutions de travail dans leurs exploitations et exercent partout une formidable pression pour pouvoir appliquer des réductions dans la rénumération de la main-d'œuvre. Comme conséquence de tout cela, on constate une augmentation du chômage agricole qui de

---

[6] Voir le rapport de M. J. Delaisi sur « Le marché international du blé », présenté au Comité fédéral de coopération européenne dans sa réunion de Budapest (20—21 mars 1931). Une enquête faite par le « Bureau of Census » du « Department of Commerce » des Etats-Unis (voir à ce propos *The United States Daily* de Washington du 14 mai 1932) constate qu'en 1930 sur 2,911,644 de fermes directement exploitées par leurs propriétaires 1,145,737 étaient chargées d'une dette hypothécaire globale de 4,080,176,438 dollars sur moins de 10 milliards et demi de dollars qu'elles valaient dans leur ensemble.

[7] Voir le rapport sur « L'Agriculture aux Etat-Unis en 1931 », publié dans les « Annales de la Commission Internationale d'Agriculture », Paris, mars 1932.

saisonnier qu'il était d'ordinaire devient aussi permanent, et une réduction sensible des revenus des ouvriers agricoles.

Les remèdes.

4° Quels remèdes a-t-on adoptés ou envisagés pour faire face à la crise? Comme au centre de tout il y a une question de prix des produits, les agriculteurs de chaque pays s'évertuent à demander qu'on les mette en état de pouvoir élever ces prix; en d'autres termes, qu'on les protège contre la concurrence extérieure. Donnez un coup d'œil aux journaux agricoles des différents pays; vous n'y trouverez que des plaintes qui aboutissent le plus souvent à une même conclusion: « Messieurs du gouvernement, protégez notre production nationale; appliquez, augmentez les droits de douane; appliquez le principe du contingentement par les denrées qui viennent de l'extérieur; surveillez rigoureusement pour que des maladies des plantes et des animaux ne soient pas introduites avec les marchandises dans notre pays (et on sait ce que cela veut dire); donnez des primes d'exportation, etc. . . . » Curieuse situation que celle des agriculteurs! S'il s'agit de s'assurer — à juste raison ou non — un profit passable par l'intervention de l'Etat, ils n'hésitent pas à frapper à la porte des ministères. Mais si l'Etat comme contrepartie des sacrifices qu'il impose aux consommateurs demande d'exercer un certain contrôle sur leurs entreprises, ils se révoltent: « Non, l'Etat, organe de coordination, ne doit pas se mêler des affaires des entreprises privées. »

On doit reconnaître que tous ou presque tous les gouvernements s'inclinent devant la pression des agriculteurs. Les hommes d'Etat ont beau protester à Genève, dans les salles de la Société des Nations, contre l'autocratie dominante dans tous les pays, et proclamer la nécessité de la collaboration entre les Etats, sans quoi tout effort pour trouver une solution à la crise serait vain! Quand ils rentrent chez eux, ils trouvent des commissions de producteurs venues demander une politique tendant en effet à restaurer ou à rendre plus aigu cet état d'autocratie de leur pays respectif. Et ils s'inclinent. Par cette politique, chaque pays devient un compartiment qui tend à être de plus en plus séparé de tous les autres, et où l'on doit pouvoir produire tout ce qui est nécessaire et jusqu'à l'extrême limite du nécessaire à l'entretien de la population locale. Cela amène à deux conséquences. La première est que pour produire sur place tout ce qui est nécessaire à la vie d'un peuple il faut ne pas tenir assez compte des conditions naturelles et humaines du milieu agricole qui ne peuvent être favorables à une production économique de toutes les denrées. Ce qui fait que les producteurs, pour forcer les conditions défavorables du milieu, s'imposent des coûts de production très élevés. L'autre conséquence est que chaque pays étant poussé à augmenter sa production dans un moment où la production mondiale est supérieure à la demande, aggrave la situation de la crise. Il arrive ainsi que, quand la pro-

duction dépasse de beaucoup la demande, les prix descendent à de tels niveaux que la concurrence extérieure devient possible malgré les mesures protectrices. Alors, nouveaux cris des producteurs, nouvelles pressions pour être protégés, nouveaux sacrifices des consommateurs. Mais, messieurs les producteurs, c'est votre politique qui vous amène à cela. Politique absurde parce que d'un côté elle fait augmenter les coûts de production et de l'autre côté elle fait baisser les prix. Politique dangereuse, parce que cet effort se résumant dans la devise « importer le moins possible et exporter le plus possible » mènera à une lutte entre pays pour la conquête et la défense des marchés, lutte qui peut même aboutir à des conflits armés.

5° Dans des pays exportateurs d'outre-mer — le Canada et les Etats-Unis — on a essayé d'organiser la vente collective de certains produits agricoles: les céréales. Organiser cette vente, discipliner l'exportation, c'est une mesure qui peut procurer des avantages stables; mais cela quand il n'y a pas de surproduction, ou quand on fait parallèlement des efforts efficaces pour éliminer les possibilités d'un excédent de la production sur la demande. Organiser la vente uniquement pour assurer l'écoulement de cet excédent sans en éliminer les causes, c'est un effort voué à un échec certain.

Au Canada, on avait organisé une grande association des producteurs, le « *Wheat Pool* », chargée de procéder à la vente à meilleur compte du blé produit par ses affiliés. A ceux-ci elle devait faire périodiquement des avances correspondant à une partie de la valeur du blé remis par eux aux silos généraux. Aux Etats-Unis, on fit la même chose. Il fut constitué un grand organisme de vente, le « *Federal Farm Board* » qui groupa autour de lui toutes les institutions de production et de vente du blé.

Ces deux organismes puissants réussirent à contrôler la vente d'une grande partie des céréales en engageant une lutte acharnée contre la spéculation représentée par les compagnies de commerce. A leur début, elles obtinrent quelque succès. Mais la situation de la production internationale était telle qu'il était impossible de maintenir les prix à des niveaux convenables. L'offre restant de beaucoup supérieure à la demande, il s'ensuivit une forte baisse des prix malgré les efforts et mêmes les artifices des deux institutions. Celles-ci, à un certain moment, se trouvèrent à avoir avancé aux agriculteurs de grandes sommes, supérieures aux recettes des ventes. D'où l'effondrement des banques leur ayant consenti des prêts; d'où aussi la faillite des institutions mêmes.

La situation du marché international devait avoir des répercussions fâcheuses sur les marchés européens. Les prix très bas des céréales d'outre-mer entraînaient dans leur chute les prix des céréales européennes. Pour se défendre, les pays importateurs suivirent et intensifièrent la politique de protection dont nous

avons montré les inconvénients et même l'inefficacité. Les pays exportateurs — ceux de l'Europe centrale — ont demandé aux pays importateurs européens un traitement de préférence au moins pour leurs céréales. « Nous disposons — ont-ils dit — d'un excédent annuel global de 25 millions de quintaux de blé, tandis que votre déficit global est de 150 millions de quintaux. Aux prix courants nous devons vendre en perte [8] et nos producteurs ruinés ne peuvent pas acheter les articles manufacturés que produisent vos usines. C'est la crise agricole pour nous et c'est la crise industrielle pour vous. Il faut arriver à une solution. Achetez à des conditions de préférence nos produits agricoles. Nous pourrons alors acheter à notre tour vos produits manufacturés et permettre à vos usines de reprendre leur activité et occuper la main-d'œuvre qui demeure maintenant sans travail. »

Chose facile à dire. Mais il y avait de graves difficultés à surmonter. D'abord, la clause de la nation la plus favorisée à laquelle sont liés les pays importateurs de l'Europe par leurs traités de commerce leur interdit d'accorder un traitement de faveur à n'importe quel pays sans le consentement difficile à obtenir des pays tiers. Puis, les agriculteurs des pays importateurs de denrées agricoles ne voient pas de bon œil ce traitement préférenciel qui pourrait porter préjudice à leurs propres intérêts. Enfin, les industriels des pays de l'Europe occidentale jugent que dans la situation instable actuelle, il n'est pas prudent de se brouiller avec les pays d'outre-mer qui sont quand même des clients.

En conclusion, l'organisation de la vente dans les pays exportateurs de l'Amérique du Nord a fait faillite et un traitement préférentiel en faveur des pays exportateurs de l'Europe n'a pas beaucoup de chances d'être adopté.

6° Si les efforts pour faire remonter les prix se sont révélés vains, que resterait-il donc à faire? Des efforts en premier lieu pour réduire les coûts de production. Parmi ceux-ci, il y en a deux qui dominent et méritent d'être examinés.

Le premier est celui de la *rationalisation.* Terme inexact dans ce cas, parce qu'il n'est pas question d'obtenir un rendement plus économique de l'organisation de l'entreprise et du travail humain;

---

[8] Pour que le lecteur se rende compte de la situation dans le marché mondial des producteurs des pays appartenant à l'Europe centrale, nous publions les données qui suivent empruntées à un article de M. Maximilien Jenyö, « Les obstacles à l'union économique en Europe Centrale » *(Nouvelle Revue de Hongrie,* janvier 1932):

« Le prix du froment était à la fin de décembre dernier de 12 pengös 70 à Budapest, 31 schillings 75 (25 pengös 54) à Vienne et 163 francs 50 (36 pengös 71) à Paris. On voit par ces différences que la Hongrie, qui est un pays capable d'exporter une quantité relativement grande de produits agricoles, et qui est obligée d'exporter environ un tiers de sa production de froment, représentant à peu près 18 ou 20 millions de quintaux par an, reçoit pour son froment, tant à l'intérieur qu'à l'étranger, tout juste le prix mondial, abaissé par la concurrence désastreuse d'outre-mer, et pas un centime de plus. »

mais il est plutôt question d'adopter les moyens opportuns pour réduire le besoin de main-d'œuvre. C'est comme conséquence, un surcroît de chômage et c'est tout dit pour voir à quoi mène cette forme de rationalisation.

L'autre effort est celui qui consiste dans la réduction de la rénumération du travail. L'effort poursuivi dans tous les pays donne ses résultats: les salaires agricoles sont partout en baisse [9], et cette baisse les affecte dans certains pays dans des proportions considérables, atteignant jusqu'à 40 et 50 % par rapport aux salaires d'il y a trois ou quatre ans.

Ces deux dernières catégories de remède — rationalisation et réduction de la rénumération du travail — ont-elles des chances d'apporter quelque soulagement à l'état de crise dans lequel nous nous débattons? Aucune, à notre avis. On peut s'en apercevoir tout de suite si l'on se rappelle que nous sommes en présence d'une production supérieure à la demande et qu'un des remèdes réside dans l'effort tendant à provoquer une demande plus active, à augmenter, en d'autres termes, la consommation. L'augmentation du nombre des chômeurs et la réduction des revenus des ouvriers sont, au contraire, des mesures qui provoquent une diminution du pouvoir d'achat d'une grande masse de consommateurs, une diminution par conséquent de la consommation, de la demande. En réduisant le coût des travaux, les producteurs obtiennent, oui, une réduction des coûts de production du blé, des vins, de la viande, du lait, etc. Mais pour qu'ils puissent tirer bénéfice d'une telle mesure, il faudrait au moins que la consommation ne se réduise pas. La contraction du revenu des ouvriers entraîne par contre, nécessairement, une contraction de la consommation, de la demande, des prix des produits — et ce que les producteurs gagnent d'un côté des bilans de leurs entreprises, ils le perdent de l'autre côté.

7° Après avoir tracé, d'une façon nécessairement rapide, la situation dans laquelle se trouve l'économie agricole par suite de la crise, après avoir montré l'inanité des remèdes adoptés ou envisagés, nous arrivons à nos conclusions. Les remèdes dont nous avons parlé ne touchent pas aux causes fondamentales de la crise. Pour nous les causes sont deux: l'une réside dans ce que nous dirons le « divorce » entre l'organisation de la production et l'organisation de la distribution; l'autre dans la politique nationaliste largement appliquée dans le domaine de la production.

Dans le régime actuel le producteur n'agit que sous la pression du profit de sa propre entreprise. Il n'a pas de relations directes et normales avec l'organisation de la consommation. Entre lui et le consommateur il y a — force formidable — toute l'organi-

---

[9] Ce qu'on peut aisément constater en consultant les collections de la *Revue internationale du travail* et des *Informations sociales*, publication du Bureau International du Travail.

sation de la spéculation qui agit indépendamment des intérêts des producteurs et de ceux des consommateurs, dans son propre et seul intérêt. De sorte que l'organisation de la production ne ressent que trop tard les modifications survenues dans le domaine de la consommation: si ces modifications sont survenues dans le sens d'une intensification, la spéculation en tire tout ou presque tout le profit avant que les répercussions se fassent ressentir sur la production; si par contre elles se réalisent dans le sens d'une contraction, le jeu de l'offre et de la demande est faussé par la spéculation de telle sorte que quand les répercussions se font ressentir, il n'est plus temps pour les producteurs de modifier sans ruines leurs systèmes de production. Les conséquences de ce divorce sont plus graves en agriculture que dans les industries, car la production agricole, — à cause surtout de la grande influence qu'exercent sur elle les conditions du milieu naturel et humain — est moins souple que toute autre forme de production et se prête moins rapidement à des transformations. Quand la production a adopté une directive, celle-ci continue dans son sens, à une vitesse quelquefois accélérée, même quand les besoins de la consommation de tel ou tel produit se sont modifiés. Si ces besoins se sont modifiés dans le sens d'une réduction, la production se poursuit quand même; c'est alors la formation des stocks invendus d'une ou de plusieurs denrées avec toutes les conséquences qui en découlent et que nous connaissons.

Cet état de choses est aggravé par le fait de la politique nationaliste dans le domaine de la production agricole. Nous avons déjà montré l'absurdité et les conséquences de cette politique. Tous les moyens de communication entre les peuples élargissent les limites de marchés jusqu'à en faire un seul marché international. Cela devrait logiquement imposer à l'organisation de la production de s'établir sur les mêmes bases internationales. La politique nationaliste — voulue par des classes privilégiées, appuyées par les classes moyennes pour des motifs sentimentaux fort louables mais qui entraînent des conséquences fâcheuses — procède par contre dans un sens contraire à celui voulu par l'évolution naturelle des rapports entre les peuples. Au lieu de la coopération, de plus en plus nécessaire, entre les peuples, c'est la concurrence sur le terrain économique, ce qui implique la lutte sur le terrain politique et peut aboutir à la guerre.

C'est contre ces deux causes de déséquilibre qu'il faudrait lutter.

En ce qui concerne le divorce entre l'organisation de la production et l'organisation de la distribution, il faut arriver à l'élimination de tout organe de spéculation fonctionnant entre les producteurs et les consommateurs. Nous ne dirons pas que les intermédiaires sont tous des parasites; ils ont une fonction utile à remplir tant que producteurs d'un côté et consommateurs d'un autre

côté s'ignorent les uns les autres et ne pensent pas à constituer leurs organes spéciaux aptes à assumer toutes les fonctions dans le domaine des échanges et de la distribution dont se chargent les spéculateurs. Il faut penser à l'organisation des producteurs d'un côté, à l'organisation des consommateurs de l'autre côté, à l'établissement des rapports normaux entre les deux ordres d'organisations.

Des organisations de producteurs et des organisations de consommateurs existent déjà nombreuses et assez puissantes et des accords entre les unes et les autres commencent à s'établir [10]. Mais c'est encore trop peu de chose si l'on pense aux proportions de la crise actuelle qui exige des remèdes immédiats. C'est tout de même une tendance qui se manifeste sur les marchés et dont il faut tenir compte pour la renforcer et l'accélérer. Il ne s'agit pas seulement d'éliminer le profit de l'intermédiaire à l'avantage des producteurs et des consommateurs à la fois; il s'agit aussi et avant tout de trouver les moyens et les organes nécessaires pour que l'offre et la demande des produits se tiennent toujours en contact sur le même terrain, s'influencent mutuellement avec la rapidité nécessaire et permettent ainsi d'établir un état d'équilibre constant entre la production et la consommation.

8° Mais l'entente entre organisations de producteurs et organisations de consommateurs, assez difficile à atteindre dans le cadre de chaque pays, est — à notre avis — encore plus difficile quand il s'agit de l'action internationale. Dans les nombreuses conférences internationales qui ont eu lieu ces dernières années, le problème de cette action concertée entre différents pays dans le domaine des échanges, fut abordé. Mais tout ce qu'on a obtenu, a été d'en mettre en évidence l'extrême complexité et difficulté. Il n'est pas seulement question de bonne volonté. Il y a aussi une question d'intérêts opposés entre exportateurs et importateurs, de rapports entre le trafic des produits industriels et le trafic des produits agricoles, de politique douanière et financière, sinon aussi de politique générale. Nous croyons que, si on laisse la solution du problème des échanges uniquement dans les mains des particuliers et de leurs associations, on n'aboutira à rien d'efficace et de stable.

Et alors, pour compléter l'action concertée des associations des producteurs et des consommateurs qui est à la base de toute initiative à prendre à l'égard des échanges internationaux, il faut que cette action soit dirigée, contrôlée par un organe supérieur: l'Etat. Etatisme, antiétatisme — ce ne sont que des formules

---

[10] Le lecteur qui veut se rendre exactement compte de la portée de ce problème et des efforts accomplis dans le sens dont nous parlons, peut consulter la monographie de M. G. Fauquet sur les principaux types de rapports existant entre producteurs et consommateurs de produits agricoles. La monographie a été publiée dans les « Annales d'Economie Collective » (Genève) des mois de janvier—mars 1927.

creuses. L'Etat est le suprême régulateur de la vie sociale et son intervention ne peut avoir de limites fixes. C'est la nécessité, l'intérêt commun qui se chargent d'établir à tout moment ces limites.

Tôt ou tard, le comité économique de la Société des Nations sera forcé de constater que son rôle doit aller au delà de l'action pour régler l'action économique des Etats dans le domaine douanier. Il devra faire appel aux gouvernements pour qu'ils se mettent à la tête des organisations de producteurs et de consommateurs de leurs pays respectifs et — concentrant dans leurs mains toute l'activité relative au commerce extérieur — en viennent à des accords entre eux en vue d'une plus rationnelle distribution des matières premières et des produits en général, des produits agricoles alimentaires en premier lieu.

Il est difficile de dire comment on peut organiser un tel service et si l'organisation peut être la même dans tous les pays. Une étude sur ce qu'on a fait et ce qu'on a projeté dans ce sens serait très utile. Nous nous bornons à rappeler l'organisation commerciale de la Russie; l'organisation du commerce du blé adoptée par le gouvernement suisse; le plan pour l'exportation des céréales et l'importation des produits industriels tracé d'un commun accord entre les pays de l'Europe centrale [11], le programme du *Labour Party* anglais relatif aux importations des produits agricoles, etc.... C'est là un matériel qui pourrait servir pour une étude visant les formes possibles d'une action des gouvernements pour discipliner les échanges internationaux, dans l'intérêt soit des producteurs, soit des consommateurs, soit de l'Etat.

En principe, cette action pourrait être envisagée de la façon suivante: à l'intérieur de chaque pays, les organisations de producteurs et les organisations de consommateurs, les particuliers mêmes, ont pleine liberté de trafic: qu'ils vendent, qu'ils achètent, tant mieux pour ceux qui font de bonnes affaires, tant pis pour ceux qui les font mauvaises. Mais l'exportation et l'importation devraient être dirigées, contrôlées par l'Etat. Ce serait en droit lui qui devrait acheter aux moments opportuns, emmagasiner, distribuer les produits, en fixant les prix de vente, stables autant que possible. La stabilité des prix peut être atteinte seulement dans ce cas. Les producteurs libres de vendre à l'intérieur de leur pays, pourraient même, s'ils le préfèrent, vendre à l'Etat. Celui-ci

---

[11] Sous la pression de la nécessité, les Etats de l'Europe centrale firent de leur mieux pour organiser la vente des céréales de façon à enrayer la chute des prix. La Yougoslavie, la Bulgarie et la Hongrie créèrent sous le contrôle des gouvernements des institutions ayant pour but l'établissement d'un véritable monopole de l'exportation de tel ou tel produit, le blé en premier lieu. En Roumanie on avait dressé un plan qui n'a pas eu d'application. En Grèce un projet de monopole du commerce extérieur vient d'être rédigé par le gouverneur de la Banque Nationale.

Nous devons en outre mentionner la Lettonie qui a récemment établi le monopole d'Etat pour le commerce extérieur des céréales.

serait obligé, dans ce cas, d'acheter leurs produits avec droit d'en fixer les prix. Les organisations de producteurs et de consommateurs auraient une fonction importante dans le cadre de cette forme d'activité de l'Etat. Ce seraient elles qui en fait vendraient et achèteraient à l'étranger, qui emmagasineraient et distribueraient les produits; mais sous le contrôle de l'Etat. Un conseil composé de représentants des producteurs, des consommateurs et des ministères intéressés étudierait toutes les opérations qu'il serait opportun de faire [12].

9° L'entente dans le domaine international entre les organes centraux de divers pays devra faciliter les rapports commerciaux entre les Etats, en en finissant avec le régime de protection. Et alors — conclusion inévitable — ceux parmi les pays producteurs qui produisent en excédent et à des coûts de production les plus élevés seront immédiatement éliminés du marché et devront s'adresser vers la production d'autres denrées plus conforme aux conditions du milieu.

Pourquoi des accords ne seraient pas à ce sujet possibles entre les différents Etats — en fait, entre les organisations des producteurs et des consommateurs de ces Etats — afin d'arriver à une distribution rationnelle des fonctions productives? Si quelqu'un trouve que cela n'est qu'un rêve, nous lui rappelons que des faits se chargent de démontrer que ce « rêve » est réalisable. En 1929, à Bucarest, au Congrès International d'Agriculture, on a parlé d'une distribution des cultures entre les pays de l'Europe occidentale et les pays de l'Europe centrale et orientale. On y a dit: « Les pays de l'Europe centrale et orientale devraient destiner la plus grande partie de leurs efforts à la production de la viande et d'articles laitiers et les pays de l'Europe occidentale devraient préférer la production des céréales. » Erreur, à notre avis; car, en tout cas, ce serait justement le contraire qu'on pourrait proposer, les pays de l'Europe centrale et orientale étant certainement plus aptes que ceux de l'Europe occidentale à la production des céréales. Mais l'idée d'une entente possible pour arriver à une distribution des cultures n'a pas fait peur à des gens qui, en matière sociale, n'ont pas à vrai dire l'air d'être des révolutionnaires. En mai de 1931, à Londres, lors de la Conférence internationale des Etats exportateurs de blé, une proposition fut examinée, en vue de sa mise immédiate en application, qui tendait à contingenter la production des céréales entre les différents pays. Un accord n'a pas été possible; mais le fait qu'une proposition a pu être examinée à fond reste comme preuve que des représentants officiels de différents pays ont su envisager l'intervention de l'Etat dans la distri-

[12] C'est le plan dressé par les grandes coopératives de la Roumanie, la Bulgarie et la Yougoslavie dans la réunion intercoopérative de Bucarest (16 à 17 avril 1932). Ce plan concerne seulement les pays danubiens.

bution des cultures comme moyen pour établir et maintenir l'équilibre entre la production et la consommation [13].

10° Voici les remèdes qu'à notre avis la réalité des choses présente comme nécessaires pour sortir de la crise. Sans cela, tous les autres remèdes adoptés ou envisagés ne sont que de la panacée.

De la crise actuelle, bien ou mal, on sortira. Les producteurs arriveront à établir un équilibre entre la production et la demande des produits. Ils sont en train d'y arriver quoique à travers des sacrifices énormes. Ils réduisent les superficies cultivées en céréales, ce qui apportera une nouvelle profonde modification dans la structure de l'entreprise agricole aux frais des petites fermes qui seront absorbées par les grands domaines [14]. Ils détruisent de grands stocks de marchandises invendues, forme d'action brutale quand on pense aux milliers et aux millions de familles qui souffrent du manque de tout pour vivre. Mais quand les agriculteurs auront réduit la production pour la faire descendre au niveau de la demande normale, nous devrons constater que les causes de la crise restent encore agissantes. Producteurs et consommateurs continueront à s'ignorer les uns les autres; la spéculation continuera à jouer son rôle au préjudice de la production et de la consommation; les Etats continueront à poursuivre leur politique économique nationaliste — et la crise réapparaîtra. Elle sera encore plus grave que l'actuelle, en raison des moyens toujours plus formidables de production que la science met à la disposition de l'homme.

L'homme, société, saura-t-il tirer profit de l'expérience pour aller jusqu'au fond des causes de la crise actuelle et trouver les remèdes vraiment efficaces? Si oui, qu'il se mette au travail.

---

[13] D'autres ententes internationales ont été envisagées ces derniers mois. A la Conférence Internationale du Vin, qui eut lieu à Paris le mois de mars passé, on envisagea l'opportunité d'une entente pour la limitation de la culture de la vigne. Une conférence eut lieu aussi à Paris le mois de mars 1932, qui aboutit en effet à une entente pour la réduction de la superficie cultivée en betteraves.

[14] La réduction des superficies emblavées, qui a comme conséquence le rétablissement des prairies, entraîne la liquidation d'un grand nombre des petites entreprises agricoles absorbées par les grandes entreprises. C'est ce qu'on a constaté dans la Grande-Bretagne, et précisément dans le Comté d'Oxford (Conf. le journal *The Times* du 29 janvier 1932, qui parle d'une enquête faite par l'« Agricultural Economics Research Institute » d'Oxford). C'est ce qu'on a aussi constaté dans les Etats-Unis. Le recensement de 1930 dénonce — par rapport au recensement de 1920 — une diminution de 159,000 fermes, diminution qui s'est produite probablement dans les dernières années et qui doit avoir pris après 1930 des proportions plus considérables (Conf. « Information Service » du « Federal Council » du 10 octobre 1931).